

Eiffage/Cegelec : les salariés «débarqués» par Alstom ?

Nouvelle République des Pyrénées 3.03.2015



Les salariés des sociétés tarbaises Cegelec et Eiffage énergie ont manifesté, hier matin, devant l'entrée d'Alstom. Les deux PME dénoncent la responsabilité de l'entreprise de transport dont elles dépendent quasi exclusivement. 70 emplois sont en jeu.

Le lieu est symbolique. C'est devant l'entrée du site d'Alstom à Séméac qu'une cinquantaine de salariés des entreprises Cegelec et Eiffage Énergies ont manifesté hier matin, distribuant des tracts au personnel d'Alstom. Sur l'un d'eux, Alstom est qualifié de «fossoyeur des emplois tarbais». En l'occurrence, avec la fermeture des deux sites de la Cegelec (lire notre édition du 18 février) et de celui d'Eiffage (19 employés), ce sont 70 familles touchées par ces procédures. «Il s'agit de deux sous-traitants historiques d'Alstom, avec de véritables savoir-faire, plaide Éric Montaner, délégué syndical d'Eiffage Énergies (ex-STEE). Nous voulons faire reconnaître à Alstom sa responsabilité dans la perte de ces emplois.» Chez Eiffage, tout s'est accéléré depuis lundi dernier et la notification que l'entreprise ne serait plus attributaire de commandes. La première réunion de négociation du plan social est déjà prévue ce mercredi, pour une fermeture avant l'été. «Alstom fait pression sur ses sous-traitants pour qu'ils s'implantent dans des pays à bas coût, poursuit le délégué d'Eiffage. On est prêt à sacrifier la qualité pour augmenter les marges. Mais quand les pièces reviendront de l'étranger avec des défauts, les sous-traitants locaux ne seront plus là pour les réparer...» Le câblage et la chaudronnerie constituent pourtant deux secteurs clés pour Alstom. «Le fait d'avoir des sous-traitants sur place est toujours bénéfique, rappelle Chantal Artigue, déléguée syndicale d'Alstom. Là, on laisse planer des incertitudes sur l'approvisionnement, tant en qualité qu'en quantité. Ces sociétés représentent une expérience qui ne s'apprend pas du jour au lendemain.»

Les salariés d'Eiffage et de la Cégélec réclament la tenue d'une table ronde à la préfecture. «Qu'il s'agisse d'Alstom ou de Vinci dont la Cegelec est une filiale, ce sont deux groupes immenses qui ont une responsabilité sociale et économique», plaide la CGT. «Ce qu'on nous propose est dérisoire,

d'autant que la qualité du travail des employés tarbais a toujours été mise en avant, déplore Benoit Moreau, délégué syndical de la Cegelec. Même le directeur de la Direccte a écrit à nos responsables comme quoi ce plan social était sous-dimensionné.»

À la direction d'Alstom, Pierre Fleury évoque deux fournisseurs très différents. «La mission de la Cegelec est de développer des charpentes métalliques et de les transférer non pas pour le prix vers du low-cost, mais parce que contractuellement, nous avons la contrainte de les faire fabriquer là où nous avons signé les contrats. Nous avons besoin d'un partenaire local capable de réaliser ces prototypes. Cela suppose que cette entreprise ait d'autres activités pour supporter les différences de charge. Ou alors, il faut que l'activité du transport en France soit forte. Nous sommes en contact avec la Cegelec et nous suivons de près l'arrivée d'un éventuel repreneur. Eiffage Energie nous fournissait des produits très techniques pour le TGV. Avec le nouveau TGV, nous avons lancé un nouvel appel d'offres. STEE a répondu en augmentant ses prix de 10 % quand nous demandions une stabilité avec l'ancien contrat. Ce que nous a proposé une autre entreprise tarbaise. Nous avons demandé à la direction d'Eiffage de s'aligner, ce ne fut pas le cas, dans les temps. Je suis vraiment désolé pour les salariés, mais c'est leur direction qui a joué avec les prix. Je pense qu'ils ne s'attaquent pas aux bonnes personnes.»